



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition spéciale n° 02 du 13 janvier 2010

DELEGATION DE SIGNATURE

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 14 janvier 2010

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES 4

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE 4

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES..... 4

Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières..... 4

Arrêté N° 10.BMSSE.01 du 13 janvier 2010 accordant délégation de signature à Mme Claudine BARBASTE, directrice départementale des affaires
sanitaires et sociales par intérim 4

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières

Arrêté N° 10.BMSSE.01 du 13 janvier 2010 accordant délégation de signature à Mme Claudine BARBASTE, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu le code de la santé publique ;
Vu le code de la famille et de l'aide sociale ;
Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;
Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements et l'Etat ;
Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 susvisée ;
Vu la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;
Vu le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 portant charte de la déconcentration, modifié par le décret n° 97-463 du 9 mai 1997 ;
Vu le décret n° 92-737 du 27 juillet 1992 portant déconcentration en matière de gestion des personnels des corps des catégories A et B des services des Affaires Sanitaires et Sociales modifié par les décrets n° 98-4 et 98-5 du 5 janvier 1998 ;
Vu le décret n° 94-1046 du 6 décembre 1994 relatif aux missions et attributions des directions départementales et régionales des affaires sanitaires et sociales ;
Vu le décret n° 96-629 du 16 juillet 1996 relatif au contrôle financier déconcentré ;
Vu le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;
Vu le décret n° 2000-259 du 21 mars 2000 relatif aux modalités de créations, de transfert et de regroupement et aux conditions minimales d'installation des officines de pharmacie et modifiant le code de la santé publique ;
Vu le décret n° 2000-1316 du 26 décembre 2000 relatif aux pharmacies à usage intérieur et modifiant le code de la santé publique ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et département et notamment l'article 45 ;
Vu le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;
Vu le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles, et notamment l'article 15 ;
Vu le décret n° 2009-1540 du 10 décembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale et notamment l'article 10 ;
Vu l'arrêté conjoint n°01988 du 24 décembre 2009 de M. le Ministre du Travail, des Relations Sociales, de la Famille, de la Solidarité et de la Ville, de Mme la Ministre de la Santé et des Sports portant nomination à compter du 1^{er} janvier 2010 de Mme Claudine BARBASTE dans les fonctions de directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle par intérim ;
Vu la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;
Vu la convention du 19 février 1985 conclue entre le préfet et le président du Conseil Général, au sujet de la mise en œuvre du transfert des services d'action sociale et de santé de Meurthe-et-Moselle ;
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1 : Délégation de signature est donnée à Mme Claudine BARBASTE, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, à l'effet de signer, tous les arrêtés, décisions, contrats, conclusions et d'une façon générale tous actes et courriers dans le cadre de ses attributions et compétences relevant du Ministère du Travail, des Relations Sociales, de la Famille, de la Solidarité et de la Ville et du Ministère de la Santé et des Sports, à l'exception :

- des décisions relatives à la constitution des comités et commissions instituées par les textes législatifs et réglementaires,
- des décisions ayant un caractère interministériel,
- les décisions d'organisation de missions d'enquête,
- des décisions prises dans le cadre des procédures d'autorisations fixées par le Code de la santé publique ou le Code de l'action sociale et des familles,
- des décisions concernant la mise en place du contrat de plan Etat-Région et des autorisations de programme,
- saisine des juridictions de l'ordre administratif, judiciaire et des juridictions ordinales et la production des mémoires devant les juridictions,
- des arrêtés préfectoraux relatifs à la protection de la santé et de l'environnement (articles L.1311-2 à L.1343-4 du code de la Santé publique)
- des décisions de création, transfert et refus d'implantation de pharmacies,
- des décisions prises en application du Livre II - titre 1^{er} - chapitre III de la troisième partie du code de la santé publique (lutte contre les maladies mentales : modalités d'hospitalisation – hospitalisation d'office).

Article 2 : Mme Claudine BARBASTE, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Article 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- 2) aux ministres,
- 3) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- 4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- 5) au président du Conseil Général,
- 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 4 : l'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.125 du 27 août 2009 accordant délégation de signature à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, est abrogé

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Claudine BARBASTE, directrice départementale des affaires sanitaires et sociales par intérim, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 13 janvier 2010

Le Préfet,
Dominique BELLION

